

paix sur terre promise aux hommes de bonne volonté, si complètement contraires au commandement du Christ de nous aimer les uns les autres et enfin à sa propre immolation sur la croix, que le Canada, au nom de la vie et des générations à naître, et à l'encontre des forces du mal qui nous entourent, doit refuser catégoriquement de participer à la course aux armes nucléaires. Voilà un geste qui serait absolument conforme à l'esprit de Noël.

* * *

LE RECENSEMENT

LE DÉCLIN DU TAUX DE FÉCONDITÉ

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, Statistique Canada nous prévient que le taux de fécondité des Canadiennes a atteint son plus bas niveau. Chaque Canadienne porte en moyenne 1.7 enfant dans sa vie, ce qui est nettement inférieur au taux de 2.1 qu'il faut pour maintenir la population à son niveau. Si cette tendance continue, non seulement notre population diminuera, sauf si l'on compense par une forte immigration, mais l'âge moyen augmentera, ce qui exercera une pression sur la sécurité sociale puisqu'un moins grand nombre de travailleurs devront soutenir un nombre croissant de retraités.

Le Canada est un pays où la population est nettement insuffisante, où des ressources immenses sont inutilisées et où des millions d'acres de terre sont encore en friche. Par conséquent, il faut encourager officiellement les familles à avoir plus d'enfants. Comme la solution n'est pas vraiment désagréable, on pourrait peut-être commencer tous avec un regain de vigueur à Noël.

Soyons sérieux, monsieur le Président. A la limite, si nous ne peuplons pas notre pays, qui est en majeure partie inhabité, quelqu'un d'autre le fera pour nous.

* * *

LES DROITS DES AUTOCHTONES

LES REVENDICATIONS DES INDIENS DU YUKON—ON DEMANDE DE CONTINUER À NÉGOCIER

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Hier, monsieur le Président, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Crombie) a appris aux Indiens du Yukon que le gouvernement n'a pas le courage politique de régler avec justice et équité leurs réclamations. Une entente était sur le point d'intervenir, mais plusieurs événements historiques ont sensiblement retardé le processus de règlement. Le ministre lui-même a admis l'importance de ces faits nouveaux—dont il est en partie responsable—y compris sa décision de réexaminer à fond la politique de réclamations des autochtones. Il a déjà fait preuve de souplesse et semblait disposé à tenir compte de ces facteurs, mais sa décision d'hier prive les Indiens du Yukon du temps et des ressources nécessaires pour analyser la tournure des événements.

Questions orales

Pourquoi le ministre a-t-il durci son attitude? Qui l'y a forcé? Il est injuste, déraisonnable et inacceptable qu'il presse les Indiens de prendre cette décision très importante sans délai. Il ne s'agit pas là d'une question sans importance pour le gouvernement, car l'avenir de tout un peuple est en jeu.

J'exige donc du ministre qu'il ne mette pas fin prématurément aux négociations. Continuez les pourparlers, débloquez les fonds nécessaires—de toute façon, ce serait un acompte sur le montant du règlement à l'égard du Yukon—et prenez le temps voulu pour étudier beaucoup plus soigneusement les griefs légitimes des collectivités indiennes du Yukon et de leurs chefs.

• (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, si vous me permettez une légère entorse au Règlement, je voudrais souhaiter à vous et à votre épouse, au premier ministre et à sa famille ainsi qu'à tous les députés un bon et joyeux Noël. Je souhaite également à la Chambre une nouvelle année très fructueuse.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Dans le même esprit, je me réjouis que le premier ministre et le gouvernement aient accepté de tenir un débat sur les programmes de sécurité sociale qui doit commencer d'ici une heure et que je vais diriger.

Je voudrais poser au premier ministre une question concernant le seul point sur lequel lui-même et les deux principaux ministres concernés, soit le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministre des Finances, se sont mis d'accord. Ils parlent d'amputer les programmes sociaux existants au profit des nécessiteux. Cette position contredit la déclaration que le premier ministre a faite devant le Canadian and Empire Club, le 28 octobre, où il a déclaré que «nous allons atteindre ces objectifs sans toucher aux programmes sociaux actuels». Il semble y avoir une contradiction entre les intentions du premier ministre et de ses deux ministres et cette déclaration faite à Toronto. Le premier ministre peut-il nous expliquer cette contradiction?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, avec la même gentillesse, dont je remercie le député, je tiens à souhaiter une carrière longue et fructueuse au chef de la loyale opposition de Sa Majesté. De nombreux députés se rendent compte que, malgré les événements de ces derniers jours, il a largement contribué à créer un nouveau climat de raison et de courtoisie. Je pense que tous les députés souhaitent l'applaudir pour ses qualités de chef.

Des voix: Bravo!